

# I'Humanité *rouge*



Proétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 390

mardi 16 décembre 1975

## LES NOUVEAUX NAZIS ET LEURS COMPLICES

Jeudi dernier la télévision a diffusé un reportage, filmé clandestinement, sur un camp de concentration en URSS. Ce que des millions de personnes ont ainsi pu voir leur aura donné une idée concrète de ce qu'est la réalité de la dictature fasciste qui opprime les peuples d'Union soviétique. Des hommes enfermés dans des cages, gardés par des chiens et des brutes en uniforme : telle est l'image qu'auront retenue les téléspectateurs. Image ne montrant qu'un petit aspect de cette réalité, le film ayant été réalisé de l'extérieur du camp, mais qui permet d'imaginer les crimes qui sont commis à l'intérieur de tels camps, dont on dit qu'ils sont au nombre de plusieurs centaines en URSS.

Comment ne pas penser à ces autres camps qu'il y a quarante ans Hitler avait installés en Allemagne. A cette époque-là on savait aussi qu'existaient des camps de concentration, mais ce qui s'y passait, cela seuls les nazis, leurs complices et leurs victimes le savaient réellement. Ce n'est que plus tard que l'on a pu mesurer l'étendue de la barbarie dont ils étaient le siège. L'histoire dira à l'humanité progressiste les crimes commis par ce nouvel Hitler qu'est Brejnev.

Ces images auront montré comme sont vraies ces paroles de Mao Tsé-toung déclarant qu'en Union soviétique « à l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature du type fasciste allemand, une dictature du type hitlérien ».

Les dirigeants du PCF ont aussitôt publié un communiqué hypocrite pour feindre l'étonnement et la réprobation. Comme s'ils ignoraient ce qui se passe en URSS et dans les autres pays qu'elle opprime ! La réalité c'est qu'ils sont obligés de sembler prendre leurs distances pour tromper les travailleurs et les démocrates de notre pays. Ils sont comme ces complices des nazis qui dirent pour essayer de se disculper : « Nous ne savions pas », alors qu'ils savaient très bien.

De plus en plus nombreux sont ceux dans notre pays qui perçoivent la vraie nature de l'URSS. Et personne ne veut de ce « socialisme » à la mode hitlérienne. Pour tromper, il faut bien que les dirigeants du PCF fassent semblant d'en condamner les aspects les plus criants. Comment pourraient-ils espérer se donner l'apparence de « défenseurs des libertés » s'ils ne feignaient pas la « réprobation » quand des millions de personnes voient les libertés foulées aux pieds en URSS ?

Ils cherchent à cacher leur vrai visage. Comme par hasard, le soir même où était diffusé ce film, ils organisaient un meeting à Paris pour tenter de faire croire que

(Suite page 8)

## SOLIDARITE AVEC LA CFDT

# Le PCF ne veut pas se mouiller

Ce lundi matin l'Union de la gauche ayant pour noyau le parti prosoviétique de Georges Marchais se réunira au siège des « radicaux de gauche » pour préparer une action unitaire.

Les leaders du PCF, du PS, des radicaux de gauche, du PSU et des représentants de la CGT, de la CFDT, de la FEN, doivent notamment se concerter sur le contenu d'une manifestation prévue pour le jeudi 18 décembre. Une pomme de discorde : la défense de la CFDT.

(Suite page 8—4<sup>e</sup> colonne)

## Au sommaire

La campagne du PCF dans les  
entreprises : c'est mal parti . . . . . p. 2

« DOM-TOM » : les colonies françaises  
et leurs luttes . . . . . p. 4

ONU : le représentant chinois réfute  
les calomnies soviétiques . . . . . p. 6

La visite de Giscard d'Estaing  
en Égypte : coopération militaire  
franco-égyptienne . . . . . p. 8



## La campagne du PCF dans les entreprises : **C'EST MAL PARTI !**

*Dans le cadre de la préparation de son 22ème congrès, le parti prétendu communiste français, mène une campagne sur «le parti dans les entreprises», où il prétend se présenter comme le parti «révolutionnaire», le grand parti de la classe ouvrière. Cette campagne, alimentée aussi bien dans «L'Humanité», que dans l'hebdomadaire «France nouvelle», appelle un certain nombre de remarques et une analyse pour démystifier cette propagande, qui d'ailleurs n'est pas sans contradictions. A la lumière de l'analyse marxiste-léniniste, examinons qu'elle est la situation, et le pourquoi de cette campagne des dirigeants du faux parti communiste.*

### LA SITUATION ACTUELLE

Pour analyser une situation donnée, il est nécessaire de voir le rapport des forces en présence et leur évolution.

La ligne politique du PCF a de moins en moins d'impact dans les masses : l'échec des élections de 74, qui a conduit les chefs révisionnistes à lancer une vaste campagne polémique contre le PS, qui leur est retombée sur le nez comme un boomerang, le PS qui a continué à se renforcer, l'échec du candidat révisionniste aux élections de Châtellerauld en octobre dernier... l'électoratisme se solde par un fiasco. De plus, ils sont de moins en moins suivis dans les actions qu'ils lancent. Prenons l'exemple de leur grande campagne sur les libertés. Cela fait sourire tout le monde : *S'ils en parlent tant c'est qu'ils veulent cacher quelque chose*, pense monsieur «tout le monde». Et cela se traduit concrètement par le fiasco des trois meetings de la «C», moins de 500 personnes ! «L'Humanité», qui est expert en mensonges et falsifications, peut bien parler de «grand succès», pour tous ceux qui les ont vus de leurs propres yeux, les dirigeants révisionnistes (et leurs grands frères du Kremlin dont ils font l'apologie) apparaissent de plus en plus pour ce qu'ils sont : des menteurs et des ennemis de la liberté et de la classe ouvrière.

A qui peuvent-ils faire croire qu'ils défendent les libertés en refusant de défendre la CFDT lorsqu'elle est attaquée par la bourgeoisie, lorsque Séguy (du Bureau politique du PCF) attaque la CFDT, que les militants CFDT sont perquisitionnés comme chez Blaupunkt à Caen, licenciés des usines par le patronat mais aussi par des militants PCF dans la CGT par l'intermédiaire du CE, inculpés au nom de la loi scélérate dite «anticasseurs», comme chez Bléreau à Châtellerauld, etc. Des centaines d'exemples montrent bien que le PCF et les libertés... ça fait deux !

*Echec aussi dans leur volonté de briser la montée du mouvement de masse ; les luttes se radicalisent et obligent les faux amis à se démasquer : ils se sont fait huer à Paris-Rhône (à Lyon) «Tu ne cherches qu'à diviser la lutte et ainsi faire le jeu de la direction, comme tu l'as fait la dernière fois en nous barrant l'accès de la direction générale» disent les chômeurs et travailleurs de l'ANPE de Paris 15ème à un bonze révisionniste de la CGT qui ne veut pas entendre parler de l'organisation des chômeurs. Et aussi chez Brandt à Lyon où les faux communistes ont sorti sous le sigle de la CGT un tract attaquant la grève des OS qui ont riposté à ces mensonges en envahissant le local CGT, où chez Chausson en juin lorsqu'ils ont agressé physiquement les ouvriers au cours d'une manifestation, en faisant un barrage entre les flics et les ouvriers. Tous ces exemples et beaucoup d'autres font ouvrir les yeux sur la véritable nature des dirigeants du PCF, qui ne sont pas du côté des ouvriers mais du côté des patrons et des flics.*

*Echec également dans leur volonté de soumettre, par l'intermédiaire de la CGT, la CFDT à la baguette de Séguy : pour la première fois le 5 décembre, la CFDT — attaquée par la bourgeoisie sur la soi-disant subversion antimilitariste de la CFDT, alors qu'il s'agit précisément de la subversion prosoviétique des révisionnistes et des trotskystes — appelle seule à une manifestation de riposte ; de plus en plus de sections CFDT s'opposent au suivisme par rapport à la CGT noyauté à sa direction par les faux communistes du PCF, même dans des endroits où le suivisme était auparavant systématique, comme à Renault-Billancourt où la CFDT a refusé de suivre la CGT lors de la journée bidon du 2 décembre, et qui n'a pas hésité en octobre à dénoncer l'action groupusculaire*

du PCF (une demi-douzaine) en haut du château d'eau dans l'usine de Billancourt. A ce sujet elle a notamment déclaré, le 15 octobre à 17h 15 : «La CFDT regrette profondément cette initiative isolée, prise en dehors du collectif de défense des licenciés constitué par la CFDT et la CGT depuis mars 1975 — date du licenciement

de 14 travailleurs —. Dans ce contexte l'utilisation des licenciés par le PCF ne sert pas les véritables intérêts des otages».

*Echec également dans leur volonté d'isoler les militants marxistes-léninistes dont le parti se renforce chaque jour dans la lutte de classe. Nous aurons l'occasion d'y revenir.* (A suivre)

### La reprise du travail chez Massey-Ferguson

Dans cette entreprise située à la limite d'Athis-Mons et de Juvisy dans l'Essonne, les travailleurs ont fait 2 semaines de grève avec occupation et repris le travail le jeudi 11 décembre.

Ils ont obtenu : 86 F pour les auxiliaires, 77 F pour les employés et les bas salaires, et pour les trois un salaire minimum de 1 750 F. Pour les titulaires : 95 F et un salaire minimum de 1 780 F (pour tous il était demandé 200 F d'augmentation uniforme et un salaire minimum de 2 000 F). La prime de fin d'année est passée de 700 à 800 F. Ce n'est pas une grande victoire mais il faut se souvenir que c'était la première lutte pour la majorité du personnel.

Le bilan de la grève sera fait avec des ouvriers de Massey. On peut cependant noter que l'UD CGT qui devait se charger de la popularisation n'a rien fait : aucune entreprise à notre connaissance n'a été informée de la lutte par le canal syndical. Ce qui fait que les travailleurs se sont trouvés assez isolés, et que certains ouvriers se sont trouvés très vite face à des difficultés d'argent.

Du fait que ce ne sont pas TOUS les grévistes qui ont été associés à la conduite de la lutte, certains ont été démobilisés au bout d'une semaine. Quelques délégués CGT se sont accaparés la direction de façon autoritaire, en divisant les grévistes, en faisant venir le «play boy» révisionniste Juquin qui s'est d'ailleurs lancé dans des promesses qu'il n'a pas tenues.

Ces mêmes délégués CGT ont fait des difficultés pour ac-

cepter le soutien financier du CDHR local, et refusé les propositions d'envoyer les grévistes de Massey collecter dans plusieurs entreprises où les travailleurs s'étaient proposés de les recevoir : à l'usine voisine — Sanders —, à la SNECMA-Corbeil, etc.

Pour tous, cette grève n'a été qu'un premier pas et d'autres suivront car la détermination est forte.

Enfin, plusieurs travailleurs ont décidé de se joindre à la journée nationale ouvrière organisée par les marxistes-léninistes le 14 février à Paris à la Mutualité.

Correspondant H.R.

### Echos

#### A LA BONNETERIE DE LA MICHALIERE, LES TRAVAILLEURS OCCUPENT

Après avoir réduit son effectif de 240 à 150 personnes, la société de bonneterie de la Michalière à Fittier (Isère) dépose son bilan. En plus des licenciements, les salaires du mois de novembre n'ont pas été payés. Le personnel a arrêté le travail et occupe l'usine.

#### A GRASSE, OCCUPATION D'UNE PARFUMERIE

La moitié du personnel de la parfumerie Roure-Bertrand-Dupont de Grasse qui s'était mis en grève le 2 décembre, occupe depuis vendredi les locaux de l'entreprise. Les 350 ouvriers grévistes (sur un effectif de 710 personnes) demandent une augmentation de 300 F par mois.



## LE COMITE CHOMEURS DU XV<sup>e</sup> S'ORGANISE

Vendredi 12 décembre s'est tenue une réunion du comité de chômeurs de Paris XV<sup>e</sup>me pour préciser l'action qu'il devait engager, la plateforme revendicative sur laquelle il devait se battre, régler les problèmes organisationnels que posait ce comité nouvellement créé.

Environ 70 chômeurs étaient présents à cette réunion, en majorité du XV<sup>e</sup>me, d'autres étaient venus d'ailleurs et même de la banlieue pour mettre à profit le début d'expérience de ce comité.

Le but du comité part de la nécessité de prendre en charge les problèmes individuels de chaque chômeur ; de casser l'isolement dans lequel il a été mis : saisies, expulsions, problèmes d'argent pour payer les loyers, frais médicaux, quittances EDF-GDF, transports : plusieurs chô-

meurs ont apporté des problèmes concrets qu'il fallait résoudre très vite. Le comité XV<sup>e</sup> s'est mis en contact avec un collectif d'avocats pour régler ces questions, il a envisagé aussi des actions collectives pour empêcher les expulsions, et exiger la gratuité des transports.

Parallèlement, il a été souligné la nécessité d'élargir les contacts avec les autres chômeurs et les travailleurs actifs : avec le soutien des travailleurs de l'ANPE, informer régulièrement de l'activité du comité par panneaux, tracts, les autres chômeurs au moment des heures de pointage.

Tout en respectant l'autonomie du comité, l'UL CFDT du XV<sup>e</sup> s'engage à mettre les chômeurs en contact avec des travailleurs EDF ou de la Sécurité sociale pour envisager le non-paiement des quittances,

la gratuité des frais médicaux... ainsi qu'avec les travailleurs en lutte contre les licenciements.

Une plateforme revendicative a été établie :

- accélération de la procédure des dossiers d'inscription, droit d'expression à l'ANPE, contrôle des offres d'emploi, refus des radiations arbitraires, gratuité des transports, impôts, loyers, téléphone, justice, santé, accès aux cantines...

La liaison des travailleurs actifs se réalisera dans la lutte sur les différentes revendications.

Une lutte qui s'organise et qui commence : il est possible de vaincre l'isolement dans lequel la bourgeoisie met les travailleurs jetés à la rue.

Les chômeurs venus d'autres quartiers ont beaucoup appris.

## BILAN DE LA GREVE A L'UNION COOPERATIVE BRETONNE (Lorient)

Après 9 jours de grève, les travailleurs ont repris le travail le mercredi 10 au matin. Quelques avantages ont été acquis : le salaire minimum est porté à 1 575 F par mois, ce qui revalorise les plus bas salaires, 2 jours de congé supplémentaires et la fermeture des succursales les jours de Noël et le 1er janvier, retraites à 62 ans avec 75 % du salaire, indemnisation à 100 % dès le 1er jour en cas d'accident du travail.

Samedi dernier, ces propositions avaient été repoussées par l'assemblée générale des grévistes. Du fait que l'augmentation de salaire ne concernait que 26 personnes sur les 250 grévistes, et 291 des 1 800 employés, et qu'ils exigeaient une augmentation uniforme des salaires.

Lundi, un premier vote décidait la poursuite du mouvement. Mais le secrétaire de l'UL CGT Jaffrezic, intervenait alors en posant l'ultimatum de la direction : « On va négocier à Paris, mais vous devez suspendre la grève ! », et oblige l'AG à faire un second vote qui suspend la grève.

Une forte minorité de grévistes s'est bien rendu compte qu'ainsi était rompu le rapport de forces favorable aux grévistes qui s'était renforcé par l'établissement de piquets de grève.

La commission de conciliation nationale n'a apporté qu'une augmentation uniforme de 30 F pour tous en plus des dernières propositions de la direction de la coop de Lorient.

Dans la conduite de la grève la section CFDT s'est montrée la plus active (en particulier dans les piquets de grève) et son point de vue sur les augmentations uniformes s'est imposé face aux augmentations en pourcentage de la CGT.

L'UCB a 60 ans, la section CFDT coop a 4 ans. En un an, les travailleurs de la Coop ont mené deux actions déterminées : en 74, 5 jours de grève permettant d'obtenir une augmentation uniforme de 123 F pour tous ; et cette dernière qui fut une des plus longues et des plus dures.

Correspondant H.R.

nisés des débrayages, d'autres jusque-là non syndiqués ont adhéré à la CFDT, il est sûr que les travailleurs sauront mettre en échec les manœuvres du patron visant à les diviser et à les détourner de la lutte classe contre classe.

A l'usine Tissot-Dupont de Faverges (Haute-Savoie)

## Une provocation patronale vouée à l'échec

L'usine Tissot-Dupont de Faverges, en Haute-Savoie, emploie 850 travailleurs. Elle fabrique des briquets et des stylos de luxe. Depuis 1972, elle est sous le contrôle de Gillette, trust qui regroupe 50 unités de production et emploie quelque 25 000 travailleurs.

En avril dernier, les travailleurs de Tissot-Dupont avaient eu à se mettre en grève pour lutter contre le licenciement d'un délégué CFDT qui refusait de se soumettre aux nouveaux pointages auxquels le patron voulait contraindre les travailleurs à la sortie et à la reprise de midi. Dans leur riposte les travailleurs avaient même été amenés à occuper l'usine et à séquestrer le directeur et deux de ses adjoints. Finalement au bout de quelques jours, les travailleurs avaient remporté la victoire et imposèrent le respect du droit syndical.

Mais la section CFDT ne devait pas pour autant s'endormir sur ses lauriers. Elle continuait la lutte de plus belle pour des augmenta-

tions uniformes de salaires, demandant en particulier à ce que l'une des augmentations prévues, de 2 %, ne soit pas hiérarchisée mais la même pour tous.

C'est par rapport à cela que le PDG du siège parisien de Tissot-Dupont avait donné son accord pour l'ouverture de négociations, la date retenue pour cela était celle du 30 octobre à Faverges. Le jour dit, le patron n'était pas au rendez-vous. Neuf responsables syndicaux montaient alors au siège social, à la tour Maine-Montparnasse à Paris. Finalement, après maintes péripéties, les travailleurs obtenaient du PDG qu'il s'engage à participer à une réunion à l'usine de Faverges pour examiner les questions de « grille des classifications, de grille des salaires et des problèmes s'y rattachant ».

### RIPOSTE PATRONNALE : CREER UNE SECTION CGT

Les travailleurs de Faverges consultés par téléphone accep-

taient cette proposition. La nuit même, alors que la délégation venue à Paris s'en retournait en Haute-Savoie, une équipe de jaunes, de cadres du 2<sup>e</sup> et du 3<sup>e</sup> collèges, aidés d'une cinquantaine de flics en civil, évacuait le stock de briquets, représentant la somme rondelette de 6 milliards anciens.

Le lendemain, la mine épanouie, le directeur de l'usine de Faverges présentait les deux délégués d'une nouvelle section syndicale : une section CGT ! Deux délégués réputés comme de fiefés réactionnaires, dont l'un avait fait ses preuves comme briseur de grèves ! C'est à la faveur de la nuit et à l'initiative d'un cadre que cette nouvelle section s'était constituée.

Dès son premier jour d'existence, elle devait montrer ouvertement pour le compte de qui elle agissait. Au cours de la négociation avec le PDG, la section CGT s'opposait aux militants CFDT, elle allait même faire perdre 180 F à chaque travailleur.

Depuis lors, avec le soutien de son union départementale, la section CGT, dont les délégués ont été changés, a malgré tout réussi à tromper quelques travailleurs sincères, pour qui le passé de lutte de classe de la CGT de Monmousseau demeure un gage de confiance.

Il reste que la plupart des travailleurs sont extrêmement hostiles à cette section formée de la main du patron, et qui consacre la majeure partie de son temps à calomnier la CFDT et le reste à vouloir concilier les intérêts des ouvriers avec ceux des cadres ! Déjà des ouvriers ont orga-

Furnon La Varizelle (Loire)

Malgré la décision d'évacuation

### L'OCCUPATION SE POURSUIT

Les travailleurs de Furnon (métallurgie) poursuivent l'occupation de leur usine qu'ils ont commencée depuis le 27 novembre pour s'opposer aux licenciements et d'autres revendications : salaires, conditions de travail. Ils sont déterminés à aller jusqu'à la satisfaction de leurs revendications malgré la décision du tribunal des référés ordon-

nant l'expulsion du piquet de grève.

La direction reste sur ses positions par rapport aux licenciements mais accepterait une augmentation de 200 F pour tous.

Beau cadeau en effet que ces 200 F si 40 grévistes doivent être licenciés, belle division qui ne sert qu'à opposer les travailleurs entre-eux.

«DOM-TOM» :

Les colonies françaises et leurs luttes

**LA GUYANE**

La Guyane «française» est située au nord de l'Amérique du Sud, à 8 000 kms de la France, entre le Brésil et le Surinam. L'accession récente de ce dernier pays à l'indépendance — il était jusque là colonie hollandaise — fait de la Guyane le dernier pays colonisé d'Amérique du Sud. Triste privilège !

De ce territoire grand comme 10 départements français, colonisé depuis 1604 par une poignée de forbans, la France a toujours voulu faire une «vitrine française et européenne sur le continent américain». Cette ambition s'est traduite par une série de retentissants échecs, une profonde misère pour les Guyanais. L'Histoire de la Guyane «française» n'est en effet qu'une succession de faillites économiques et de scandales politico-financiers.

Ce pays a connu successivement une bonne vingtaine de «plans de développement» qui se sont tous prématurément achevés en catastrophe, gonflant au passage les portefeuilles de quelques capitalistes et sociétés qui raffaient les subventions avant de décréter le projet impossible et d'aller s'établir ailleurs.

**LE BAGNE SUBSISTE POUR LES GUYANAIS**

Non que le pays soit pauvre pourtant, bien au contraire. La Guyane est potentiellement riche : mines d'or, de bauxite, forêts, pêche, café, canne à sucre, élevage. Mais tout a été fait pour faire de cet Eldorado un pays sous-développé, dépendant, une colonie de consommation ; la viande, le poisson, les fruits sont importés ; les côtes guyanaises regorgent de poissons et de crevettes, mais ces dernières sont pillées par des sociétés américaines qui les exportent à Miami. Le Guyanais doit payer à prix d'or des «Miami shrimp» qui ont été pêchées à trois pas de son rivage ! Dans ce pays qui compte 3 millions d'hectares de forêts, l'administration importe tout, même les poteaux télégraphiques ! L'affectation des crédits venus de la métropole est sciemment aberrante : 4 fois plus de dépenses de fonctionnement que d'équipements ! La plus grande partie de ces crédits sert à financer les importations, quelques sociétés seulement en ont le contrôle et prélèvent au passage d'énormes bénéfices. Les 50 000 Guyanais ne voient donc guère les avantages de ces importations. Pour eux «la Guyane n'est qu'une pompe à financer qui sert à transformer de l'argent public en argent privé pour le profit de quelques privilégiés».

Ces dernières années, l'attention a été attirée sur le sort réservé aux 2 000 Indiens qui subsistent en territoire guyanais et qui,

pour refuser la colonisation, se sont enfoncés dans la forêt. Comme pour tous les Amérindiens, notamment du Brésil, on a pu parler à leur égard de «véritable ethnocide et génocide culturels». Chaque campagne électorale est l'occasion de distribution d'alcool dans les tribus. Depuis peu les villages du Haut Maroni sont intégrés dans des circuits touristiques organisés notamment par le Club Méditerranée. Il en résulte des déséquilibres profonds, sanitaires, culturels et sociaux. «D'ici vingt ans, il restera, à l'état de loques et sur place, le quart de ces populations tribales ; le reste aura été dispersé ou sera mort d'épidémies» («Le Monde» 3.9.70).

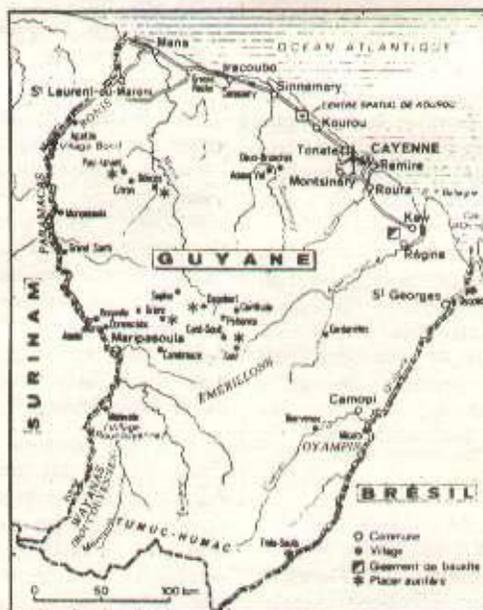
**KOUROU : UN KYSTE STÉRILE**

Les autorités coloniales ont longuement fait mousser les possibilités de développement du pays liés à l'établissement de la base spatiale de Kourou, créée après l'indépendance de l'Algérie qui privait le Centre National d'Études Spatiales de ses bases sahariennes. C'est un nouvel et retentissant échec. Si, au temps de son apogée (1967-69), elle a suscité environ 5 000

nouveau et monstrueux projet de développement... de leurs bénéficiaires. Ce «plan global de mise en valeur de la Guyane», adopté en Conseil des ministres le 21 juillet 1975, prévoit la création, dans les 5 ans, de 10 mille à 12 mille emplois, réservés, en fait, à des métropolitains auxquels le gouvernement paye gracieusement le voyage pour faciliter l'implantation d'une nouvelle colonie de peuplement dans le pays.

Les «élus» et la «gauche» locale ont accueilli favorablement ce projet qui est, par contre, vigoureusement dénoncé par tous ceux, en Guyane, qui ont à cœur l'indépendance nationale du pays et se sont forgés dans les incessantes et puissantes luttes populaires anticoloniales. Parmi eux les travailleurs regroupés à l'«Union des travailleurs de Guyane» qui s'est prononcée, dès 1972, pour l'indépendance nationale du pays. Et aussi le mouvement guyanais de décolonisation, le MOGUYDE, qui bénéficie d'une importante audience auprès des Guyanais, et dont la répression a tenté, vainement, de faire taire la voix par une série d'arrestations et de procès ; et aussi l'«Union des Étudiants Guyanais en France» (UEG). Ils sont les principaux signataires d'une déclaration publiée le 23 octobre dernier et intitulée : «Non à l'invasion de la Guyane par un peuple étranger».

Ils proclament dans ce texte «la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme français sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations... condamnent sans appel le plan Stirn de colonisation qui vise à noyer la population guyanaise, puis à la faire disparaître sous une masse d'immigrants français, et s'opposent à la distribution systématique et massive des terres au détriment des Guyanais qui n'en possèdent pas et ne peuvent en obtenir.» Ils dénoncent enfin «cette tentative raciste de la dernière heure d'un gouvernement colonial aux abois qui tente d'étouffer la volonté inébranlable de libération nationale du peuple guyanais.» Le peuple français se tient à leur côté dans leur lutte pour une Guyane libre et indépendante.



emplois — pour l'immense partie, tous réservés à des Européens — il n'en subsiste plus aujourd'hui que 600 environ. Sur les 2 000 ouvriers y travaillant en 1968, moins de 50 étaient des Guyanais, alors que les petits paysans qui vivaient là auparavant, brutalement expropriés, sont allés grossir les rangs des chômeurs dans les bidonvilles. Kourou n'est donc rien d'autre qu'un «kyste stérile posé sur la Guyane».

**UN MONSTRUEUX PROJET COLONIAL**

Cela ne décourage pas les autorités coloniales françaises qui viennent d'élaborer un

**DEMANDEZ, LISEZ  
COMBAT  
POUR L'INDÉPENDANCE**

*Passez vos commandes au CILA  
88, rue Rébeval  
75019 Paris  
L'ex. : 2,50 F*

## PRIVES DE... SALAIRES !

Devinette : dans quelle entreprise le patron de choc a-t-il fait envoyer au personnel cette note de service ?

« Nous vous informons qu'à compter du lundi 24 octobre, il conviendra, pour chaque employé et cadre, de déposer sa signature sur la feuille de présence mise à sa disposition au bureau d'accueil.

« Après 8h 35, et en cas de retard, il conviendra également de se présenter au bureau d'accueil et de déposer sa signature sur la feuille de régularisation des présences.

« Le directeur adjoint des services sociaux, Jacques Renault. »

Les blanchisseries de Pantin ? Citroën ? Simca Poissy ? Le Parisien libéré d'Amaury à Saint Ouen ?

Vous n'y êtes pas !

Elle est adressée aux 250 employés du Comité d'entreprise de la Sécurité sociale. Et qui le dirige ? Un bureau à majorité CGT qui se compose de 3 élus CGT sur 4.

La colère est grande chez la majorité du personnel contre les sanctions, les brimades et particulièrement contre l'instauration de cette nouvelle mesure de contrôle disciplinaire.

Quel cadre fasciste a bien pu répandre au personnel, qui avait manifesté sa colère le 21 novembre dernier, sur un ton si menaçant ? « Si le personnel ne plie pas, il n'y aura pas de salaires versés en décembre mais seulement une avance sur la paie... »

Vous « sêchez » ?...

C'est un dénommé Jean-Claude Gautreau, membre de la CGT, secrétaire général du Comité d'entreprise !

La voilà dans toute sa splendeur la nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat, liée au social-impérialisme russe, qui prétend instaurer sa dictature sur la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays. C'est elle qui dirige le parti de Marchais, et la CGT soi-disant... de lutte de classe !

## BOUES JAUNES : LES REJETS DE PHOSPHOGYPSES POURRAIENT REPRENDRE

Les marins pêcheurs se préparent à l'action. Les rejets en baie de Seine des déchets de phosphogypses pourraient reprendre. Une ordonnance prise aujourd'hui par le président de la section contentieuse du conseil d'Etat suspend en effet « à titre

provisoire » le jugement du tribunal administratif de Rouen du 28 novembre exigeant l'arrêt immédiat de ces déversements.

Si le conseil d'Etat n'a pas encore statué, à titre définitif, l'ordonnance prise satisfait les industriels qui, depuis le début de la semaine rejetaient leurs déchets directement dans la Seine et menaçaient de mettre au chômage quelque 5 000 ouvriers dans l'agglomération rouennaise.

Les pêcheurs et les écologistes, quant à eux, ne baisseront pas pavillon comme l'a déclaré l'un d'entre eux. Ils considèrent au contraire que les poursuites légales engagées contre les industriels, qui sitôt après le premier jugement avaient poursuivi les déversements « confirment l'illégalité des autorisations préfectorales autorisant de tels déversements ».

## Le pillage soviétique de la Pologne

D'après l'agence télégraphique albanaise.

Le diktat et le pillage des sociaux-impérialistes soviétiques ont plongé la Pologne dans de grandes difficultés économiques. La récente visite en Pologne de l'un des chefs de file révisionnistes soviétiques Kossyguine avait pour objectif d'approfondir l'intégration économique ce qui signifie en fait approfondir le processus de la fusion complète de l'économie polonaise avec l'économie de la métropole moscovite. Les faits démontrent que Moscou dicte le développement unilatéral économique de la Pologne et non pas conformément aux conditions et aux besoins nationaux, il oblige la Pologne à faire des investissements en Union soviétique alors que l'économie et les finances polonaises elles-mêmes sont en grave crise et que le pays ne dispose pas des moyens financiers nécessaires au développement de l'industrie et des mines polonaises. Moscou ouvre ou ferme suivant ses propres intérêts le robinet du pétrole créant de grands problèmes en Pologne d'un côté en raison de la réduction arbitraire de la fourniture de pétrole et de l'autre, en raison de la hausse presque deux fois du prix du pétrole fourni. Alors que les besoins de la Pologne sont jusqu'en 1981 de l'ordre de 24 millions de tonnes de pétrole par an, l'Union soviétique ne lui a fourni en 1974 par l'oléoduc « Amitié » que 13 millions de tonnes, qui se réduirait encore plus après 1977 tombant jusqu'à 7,8 millions de tonnes par an.

Sous le diktat des sociaux-impérialistes soviétiques, la Pologne comme d'autres pays

membres du Conseil d'entraide économique participera à la construction de l'oléoduc Orenburg-Ujgorod fournissant des fonds, des équipements et machines, de la main d'œuvre, etc. La Pologne doit construire un tronçon long de 550 km de cet oléoduc et investir 500 millions de roubles. De plus, les Polonais n'ont aucune garantie de se voir fournir par les Soviétiques après la construction de cet oléoduc la quantité de pétrole dont ils ont besoin.

L'obligation de la Pologne de faire des investissements sur le sol de l'Union soviétique ainsi que le doublement du prix du pétrole augmentent davantage le chaos et les difficultés économiques de la Pologne, fait croître les dettes de la Pologne à l'étranger. Dès maintenant la Pologne est obligée de payer quelque 600 millions de dollars par an rien que pour rembourser des redevances. De même une grande partie de la houille, des phosphorites, etc., ainsi que des produits végétaux et animaux de la Pologne sont utilisés pour s'acquitter des grandes dettes qu'elle a contractées. On a escompté que pour s'acquitter de ces dettes la Pologne a vendu de grandes quantités de houille jusqu'en 1978.

Toutes ces dettes ainsi que les investissements colossaux sur le sol de l'Union soviétique pèsent sur le dos des masses laborieuses polonaises, dont la vie devient de plus en plus difficile.

Le chaos et la crise économique que la bourgeoisie polonaise fait peser sur les masses

## LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE SALUE LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE POLOGNE

Au nom du Comité central du Parti du travail d'Albanie, le premier secrétaire Enver Hodja a adressé au Comité central du Parti communiste de Pologne et au secrétaire général le camarade Kijmierz Mijal le télégramme suivant à l'occasion du 10ème anniversaire de la fondation du Parti communiste de Pologne :

Au Comité central du Parti communiste de Pologne,

Au secrétaire général le camarade Kijmierz Mijal.

Varsovie

A l'occasion du 10ème anniversaire de la fondation du Parti communiste de Pologne, le Comité central du Parti du travail d'Albanie, au nom des communistes, de la classe ouvrière et des travailleurs albanais, adresse à vous, aux authentiques communistes marxistes-léninistes, à tous les combattants de l'indépendance du pays et de la restauration de la dictature du prolétariat en Pologne, des salutations révolutionnaires.

La classe ouvrière et le peuple polonais frère s'opposent depuis plusieurs années déjà à la trahison révisionniste qui a abouti à la dégénérescence capitaliste du socialisme en Pologne et à la

conversion de celle-ci en un instrument du social-impérialisme soviétique.

Nous sommes convaincus que la ferme lutte des ouvriers et des travailleurs polonais, unis autour du Parti communiste de Pologne, contre le révisionnisme moderne en Pologne, contre le social-impérialisme soviétique, contre l'impérialisme avec à sa tête l'impérialisme américain mènera à la fin au triomphe de la liberté, de l'indépendance, du socialisme et de la dictature du prolétariat en Pologne.

Nous vous souhaitons, chers camarades, de remporter de nouveaux succès et de nouvelles victoires dans cette lutte difficile mais héroïque.

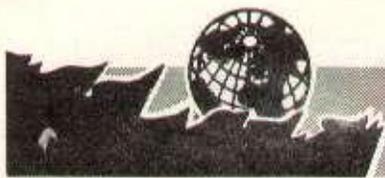
Salutations révolutionnaires.

Le Comité central du Parti du travail d'Albanie

Le premier secrétaire  
Enver hodja

laborieuses, l'entière dépendance de la métropole moscovite ont augmenté la colère des masses laborieuses polonaises. Il y a quelques mois dans diverses villes polonaises ont eu lieu une série de grèves et de manifestations

de protestation. La résistance de la classe ouvrière polonaise contre le diktat et la féroce exploitation de la Pologne par les tsars du Kremlin et contre la clique révisionniste de Gierek s'élèvera de plus en plus.



## ONU : Le représentant chinois réfute les calomnies soviétiques

Un projet de résolution condamnant le régime raciste d'Afrique du Sud a été discuté et adopté au cours de l'Assemblée générale de l'ONU, réunie en séance plénière.

Au cours de la discussion, le représentant soviétique Malik, a honteusement calomnié la République populaire de Chine. Il cherchait en fait, en vain, à dissimuler l'intervention ouverte du social-impérialisme en Angola.

Le porte-parole chinois a clairement réfuté ces attaques en déclarant :

«Le gouvernement et le peuple chinois ont soutenu toujours fermement le peuple azanien et les autres peuples africains dans leur juste lutte contre la politique d'apartheid poursuivie par les autorités sud-africaines et contre la domination colonialiste des colons blancs. De cette tribune de l'ONU, nous avons dénoncé et condamné à maintes reprises le complot de «dialogue» des autorités sud-africaines. C'est là un fait connu de tous.»

A propos de l'Angola, il a poursuivi :

«L'ingérence de l'Union soviétique en Angola vise avant tout à contrôler cette position d'importance stratégique pour créer des conditions favorables à sa rivalité avec l'autre superpuissance en Europe et à son plan d'agression et d'expansion en Europe de l'Ouest (...) L'intervention du social-impérialisme soviétique en Angola a pour but aussi de semer la zizanie parmi les pays africains. Non seulement il s'efforce de diviser l'Angola et de s'opposer à son peuple, mais encore de torpiller l'unité militante des peuples africains, de miner l'Organisation de l'unité africaine et de subvertir des États africains (...)

«La position chinoise sur le problème angolais a toujours été nette et franche. Dès le départ, nous avons soutenu le mouvement de libération nationale en Angola et donné une assistance militaire à toutes les trois organisations de libération. Quand nous avons appris l'existence de divergences entre les trois organisations, nous n'avons cessé de leur conseiller de s'unir contre l'ennemi. Nous avons toujours apporté notre soutien à l'Organisation de l'unité africaine dans ses efforts tendant à éliminer les divergences des trois organisations de libération angolaises et à promouvoir leur unité. Dès que le mouvement de libération nationale en Angola a signé un accord sur l'indépendance avec le Portugal, nous avons cessé de fournir l'aide militaire aux trois organisations. A l'occasion de la proclamation de l'indépendance de l'Angola, nous avons adressé nos félicitations aux trois organisations. En même temps, nous leur avons toujours conseillé de s'unir et de lutter en commun, en vue d'édifier un Angola de concorde nationale et réellement indépendant, en tenant compte des intérêts nationaux et en éliminant l'immixtion des superpuissances. Voilà la vérité. Tous ceux qui respectent les faits voient clairement que cette position qui est la nôtre répond aux intérêts fondamentaux du peuple angolais et des autres peuples africains et est à même de soutenir les épreuves du temps.»

Le représentant chinois a également affirmé que la condamnation et le rejet de toutes les interventions extérieures en Angola, y compris de l'intervention sud-africaine, sont les conditions nécessaires pour promouvoir la restauration de l'unité et la coopération entre les trois organisations de libération angolaises.

## Liban: De violents affrontements se poursuivent

La zone des combats s'étend au Liban, malgré deux cessez-le-feu successifs restés inopérants du fait du désaccord des différentes parties en présence sur le rôle à attribuer à l'armée libanaise, elle-même profondément divisée. Le week-end a été marqué, outre des combats très intenses à Beyrouth, par des affrontements violents dans les régions de Tripoli (Nord-Liban) et de Zahle (Centre-Liban) de même qu'à Baalbeck, restée jusqu'ici en dehors des combats. Seule la région du Sud Liban, où la population palestinienne est très nombreuse, reste en dehors de la zone des combats. Ceux-ci auraient déjà fait plus de 500 morts depuis la reprise des hostilités ouvertes, le 6 décembre dernier. On parle maintenant de 9 000 morts depuis le début de la guerre civile, il y a 9 mois.

Les chefs des communautés chrétiennes du pays ont lancé un appel à la fraternité à l'occasion de la fête musulmane d'Aladha.

Ils y dénoncent «tous ceux qui utilisent les aspirations légitimes à la dignité et à la

justice pour organiser un affrontement dévastateur, en se laissant aller au fanatisme, sous l'influence des forces subversives venues du dehors.»

Ces ingérences étrangères sont si flagrantes qu'elles ont été reconnues par les deux médiateurs français, Gorce et Couve de Murville, dans des déclarations publiques effectuées à l'issue de leur mission au Liban.

Il est patent que dès que la tension diminue et que la tendance à l'apaisement l'emporte, des forces «mystérieuses» s'emploient à ranimer les combats. Pas si mystérieuses que cela pourtant. Car ce n'est évidemment pas le peuple libanais qui a intérêt à une guerre fratricide qui ravage son pays. Par contre les deux superpuissances et Israël tirent tout le bénéfice d'une opération qui sabote l'unité nationale du Liban et maintient une situation explosive au Proche-Orient, propice aux pressions et au complot à l'encontre du peuple palestinien et des peuples arabes de cette région.

## Nouvelles brèves

TIMOR :

L'INDONÉSIE CONDAMNÉE

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté vendredi une résolution de sa commission de décolonisation qui «déploie vivement l'intervention militaire des forces armées indonésiennes au Timor portugais» et demande au gouvernement indonésien de «cesser sans délai de violer l'intégrité territoriale du Timor portugais et de retirer ses forces armées du territoire afin de permettre à ce peuple d'exercer librement son droit à l'autodétermination».

Le Conseil de sécurité, saisi d'une plainte du Portugal contre l'invasion indonésienne qui entrave le processus normal de l'accès du Timor à l'indépendance, se réunira ce lundi pour examiner la situation. Le Mouvement indépendantiste de Timor, le FRETILIN, a demandé à être entendu par le Conseil de sécurité.

\*\*\*\*\*

EGYPTE :

LES NÉGOCIATIONS AVEC L'U.R.S.S. DANS L'IMPASSE

Les négociations égypto-soviétiques sur le report de l'échéance des dettes égyptiennes semblent à nouveau dans l'impasse.

La délégation de Moscou a rejeté une proposition égyptienne visant à annuler les intérêts des dettes militaires et à suspendre, pour une période de 10 ans, le remboursement des dettes à caractère économique.

En formulant cette demande, le ministre égyptien avait insisté sur le fait que l'économie égyptienne avait besoin d'une «période de grâce» de 10 ans et fait remarquer que le remboursement des dettes soviétiques envers les USA étaient, elles, échelonnées sur une période de 60 ans. L'URSS s'obstinant à exiger le remboursement de 130 millions de roubles durant les cinq prochaines années, les négociations sont sur le point d'être rompues.

\*\*\*\*\*

ISRAËL :

ACTIONS DES FEDAYINES

A deux reprises, dans la nuit de vendredi à samedi, des fedayines ont ouvert le feu sur des patrouilles israéliennes se déplaçant le long de la frontière du Liban. Un tir d'armes automatiques et de bazookas a été dirigé contre une patrouille dans la région de Shtula en Haute Galilée.

Simultanément une autre opération de fedayines avait lieu dans la région de Manara, également en Haute Galilée.

\*\*\*\*\*

RÉCONCILIATION LAO-THAI

La Thaïlande et la République populaire démocratique du Laos ont annoncé vendredi leur décision d'améliorer leurs relations, perturbées depuis quelques mois par de nombreux incidents de frontière. Le prince Souphanovong et l'ambassadeur de Thaïlande au Laos ont officiellement confirmé cette nouvelle, précisant que les contradictions qui avaient opposé les deux pays étaient peu importantes et devaient se résoudre normalement par des négociations amicales. Ils ont échangé des vœux d'indépendance, de souveraineté et de paix pour leurs deux pays.

# POUR LES FETES, ACHETEZ VOS CADEAUX DANS DE BONNES LIBRAIRIES

Pour les fêtes beaucoup de gens aiment offrir des livres à leurs parents ou amis. Mais un livre c'est souvent cher et difficile à choisir.

Alors si vous voulez faire un cadeau utile autant qu'agréable allez donc dans une des librairies que nous vous recommandons. vous y trouverez des libraires compétents qui sauront vous conseiller de bons livres à tous les prix.

Vous y trouverez des affiches chinoises, des disques, des papiers découpés, des rouleaux peints, etc. Demain nous publierons une liste de livres intéressants à offrir qu'il vous est également possible de commander.

**LA LIBRAIRIE**

**Les herbes sauvages**

**70 rue de Belleville**

**75 020 Paris**

**LA FORCE DU LIVRE**

**33 rue Rene Leynaud**

**69001 Lyon**



**le sel de la terre**

- livres et brochures politiques, lutte des ouvriers, paysans, intellectuels, travailleurs immigrés, femmes, jeunes, école.
- histoire : la commune, la résistance, le mouvement communiste international.
- textes du marxisme, léninisme, économie, philosophie.
- chine, albanie, tiers-monde, europe, u.s.a., u.r.s.s.
- romans, poésie, théâtre, cinéma, art au service du peuple.
- livres pour enfants, disques, affiches.

librairie - 14, rue maréchal foch

S. R. L. au capital de 20.000 F

tél. 33.56.88 - saint-brieuc

NOUVELLE EMISSION-DEBAT «C'EST-A-DIRE» SUR L'A 2 MERCREDI DERNIER

## Les bonnes soirées de Cavada

Cavada s'entête (voir H.R. No 361). Mercredi dernier, son émission nous a proposé deux débats particulièrement intéressants quant aux thèmes : «Le travail manuel» et «la Chine». Comme à son habitude, Cavada invite les gens de son choix (et quel choix !) et cherche à nous faire croire à l'existence d'un «dialogue» entre gens d'opinions opposées.

Ainsi, le premier débat sur le travail manuel a donné la parole à M. Stoleru, conseiller de Giscard, et à «permis» à trois ouvriers de Creusot-Loire (Nièvre) et à un artisan de «dialoguer». Mais en fait, pas de «dialogue» possible lorsque d'un côté (Stoleru) on parle de «revalorisation» du travail manuel et que de l'autre (les ouvriers) on revendique des salaires plus élevés et que l'on dénonce la division du travail capitaliste. Pas de «dialogue» non plus entre ces ouvriers aux mains calleuses et les «greluchons de la montagne Sainte-Geneviève», (telle est l'expression de ce vieil artisan pour parler de l'élite étudiante de la bourgeoisie). Stoleru a paru se sentir visé...

Pour ce représentant de la bourgeoisie capitaliste, il n'est

pas concevable de procéder à une augmentation des salaires ouvriers car cela provoque inmanquablement la hausse des prix (évidemment, c'est toujours la même vieille rengaine de la bourgeoisie qui ne peut qu'enviesager d'empocher toujours plus de profits sur le dos des travailleurs !)

Pure démagogie que ce genre d'émission qui illustre - s'il le faut encore - l'absurdité de la thèse de l'entente entre bourgeoisie et prolétariat, du «dialogue» et de la «concertation».

L'autre débat portant sur la Chine fut assez cocasse. Notre vieil ami Cavada, choisissant à son goût les invités - qu'on ne peut en aucun cas considérer comme des amis de la Chine - a été pris à son propre piège. René Viennet (d'inspiration trotskyste ou révisionniste, peu importe d'ailleurs les qualificatifs que l'on peut lui donner : c'est un antichinois de la pire espèce) auteur de «Révo. Cul. en Chine Pop.» (1) déballa son sac de fiel pendant 10 minutes (dans le style «intellectuel en mal de théories fumeuses») : Mao ? Un «petit personnage bureaucrate et nationaliste»

évincé du pouvoir depuis longtemps. Insulte que n'apprécia pas du tout le représentant du gouvernement, Stoleru, qui décida de quitter le plateau du débat.

Décidemment Cavada s'entête et cela lui fournit des ennuis. On récolte toujours ce qu'on a semé...

## AFFICHEZ L'H.R.



## UN CALENDRIER QUI PLAÎT

Nombre de diffuseurs de notre journal nous ont déjà fait savoir que le calendrier que nous avons édité rencontre un excellent accueil : «Le calendrier, nous ont dit certains camarades, voilà quelque chose qui vous permet d'établir un petit lien même avec des gens relativement éloigné de nous». A notre avis, ces camarades ont raison.

Faites comme eux :  
**ACHETEZ, OFFREZ  
LE CALENDRIER 1976**

## L'ETOILE ROUGE

Film chinois en couleurs. La vie et la lutte des enfants de la base révolutionnaire centrale, dans la province du Kiangsi, durant la période de la deuxième guerre civile révolutionnaire (1927-1937).  
Projection le 16 décembre à 20h 30 - Cinéma Lambert, 6 Rue Pécelet, Paris 15ème - Métro Vaugirard.  
Organisé par le comité 15ème-16ème de l'AAFC.

## COOPERATION MILITAIRE FRANCO-EGYPTIENNE

Après la visite de Giscard d'Estaing en Égypte, on retiendra en particulier la conclusion d'un accord de coopération visant à doter l'Égypte d'une industrie de fabrication d'armements. Le communiqué commun déclare à ce sujet : « Le président Sadate a rappelé son intention de développer en coopération avec d'autres États arabes, une industrie de fabrication d'équipement de défense en Égypte et a souhaité que la France contribue à cette réalisation par ses connaissances et son expérience technologiques. Le président Giscard d'Estaing, a répondu favorablement à cette demande. »

L'industrie « de défense » à laquelle la France apportera son concours technologique, a amené le président Sadate à dire combien « L'Égypte a souffert du monopole exercé par les grandes puissances en matière d'armements (...) Aussi avons-nous décidé de créer notre industrie militaire et avons-nous demandé au président français de nous aider. Sa réponse a été tout à fait favorable. »

De son côté, Giscard d'Estaing a déclaré qu'il était « normal que les grandes zones du monde assurent, par leurs propres moyens et

leur propre production, leurs besoins de défense (...) Il n'est pas bon qu'il y ait dans le monde une situation à la fois de puissance et de monopole. La responsabilité de défense appartient aux régions elles-mêmes (...) »

« À partir du moment où un groupe d'États arabes entend mettre sur pied une telle industrie, la France est prête à lui apporter sa coopération technique et technologique. »

« Elle le fait pour que les États concernés puissent disposer des moyens de leur défense, c'est-à-dire soient à l'abri d'attaque ou d'agression. »

La décision prise par la France d'apporter une aide technologique à la constitution d'une industrie d'armements en Égypte mérite d'être soulignée.

On sait en effet que la dépendance de l'Égypte, comme d'autres pays arabes, vis-à-vis de l'URSS en matière d'armement, est un des moyens essentiels par lequel cette superpuissance cherche à dominer les pays arabes. Misant sur le fait que les pays arabes ont d'importants besoins en armements pour faire face aux agresseurs sionistes, qu'ils n'ont pas d'industrie leur permettant de répondre à ces besoins, l'URSS

leur vend des armes à des prix très élevés et ne répondant pas aux nécessités de leur défense, utilise la fourniture d'armes pour faire pression sur la politique des pays arabes et les rendre dépendants économiquement.

Pour assurer leur défense et s'opposer aux pressions de l'URSS différents pays arabes ont donc décidé la création d'une industrie arabe d'armement en Égypte. L'Arabie Saoudite, l'État des émirats arabes unis et Qatar en assureront le financement, ce qui est un gage d'indépendance.

La décision française a été évidemment motivée en particulier par la perspective du marché qui se trouve ainsi ouvert pour les monopoles capitalistes. Mais il n'en reste pas moins que cela devrait contribuer à renforcer l'indépendance de l'Égypte et d'autres pays arabes.

D'ores et déjà les milieux gouvernementaux sionistes s'en sont pris à l'accord franco-égyptien.

Quant aux deux superpuissances on peut être sûr qu'elles ne vont pas manquer de faire de multiples pressions tant sur l'Égypte que sur la France pour tenter de faire échouer ce projet.

Les dirigeants du PCF et de la CGT désireux de se présenter en défenseurs de l'armée pour en gagner les cadres et soucieux de « mettre au pas » la CFDT se refusent pour l'instant à accepter explicitement de défendre la CFDT. Pour sa part Edmond Maire a déclaré que son organisation ne saurait participer « à toute manifestation qui oublierait la riposte à l'action anti-CFDT du pouvoir ».

Tout ici est tromperie ou paradoxe. Le PCF est le principal responsable de l'activité de subversion dans l'armée : par son tapage sur la « détente » et le caractère pacifique de l'URSS il désarme les esprits et endort la vigilance devant les préparatifs agressifs de Moscou en Europe. En même temps il a développé notamment depuis les événements de Draguignan une activité ouverte en direction de l'armée. Et voilà qu'il en rajoute pour ne pas être « mouillé » dans la défense de jeunes que sa propagande a égarés.

Paradoxe de la part d'Edmond Maire que de dénoncer d'un côté le prétexte donné par des tracts antimilitaristes au gouvernement et d'autre part de réclamer le soutien du principal parti prosoviétique.

En tout état de cause les marxistes-léninistes qui, rappelons-le, ont participé à la manifestation de défense de la CFDT du 5 décembre, appellent les travailleurs à ne pas participer à une manifestation patronnée par les « partis-de-gauche ». Ceux-ci visent en effet à remplacer un gouvernement bourgeois par un autre gouvernement bourgeois tout en affaiblissant la capacité de défense de la France face aux préparatifs de guerre des deux superpuissances.

### ESPAGNE : MANIFESTATION A BILBAO

Près de 2 000 personnes ont manifesté dimanche à proximité de la prison de Basauri, près de Bilbao, pour réclamer l'amnistie totale pour les prisonniers politiques espagnols. Les manifestants ont été dispersés à la matraque par les policiers tandis que des militants du groupement « Guerrilleros du Christ Roi » frappaient les manifestants en fuite. Six personnes ont été arrêtées.

Les manifestants portaient une pancarte sur laquelle était inscrit « Non à la clémence antibasque : Amnistie ».

Selon certains témoins, un des « Guerrilleros du Christ Roi » de la province de Biscaye qui prétaient main-forte aux policiers utilisait un fouet pour chasser les manifestants. De jeunes phalangistes encourageaient également les policiers, précise-t-on de même source.

## Conférence « Nord-Sud » :

C'est mardi que s'ouvrira à Paris la nouvelle phase de ce qu'il est convenu d'appeler le dialogue « Nord-Sud », c'est-à-dire la négociation entre pays du tiers monde, pays capitalistes développés et USA.

Cette nouvelle phase s'ouvre dans une situation marquée par les concessions qu'ont imposées les pays du tiers monde tant à la superpuissance américaine qu'aux pays capitalistes européens et au Japon.

On se souvient qu'après la décision des pays exportateurs de pétrole d'augmenter leurs prix, l'impérialisme US avait eu recours aux menaces, allant jusqu'à envisager une intervention militaire. C'était la politique dite

## LA VOIX DU TIERS MONDE

de confrontation. Mais la fermeté des pays exportateurs de pétrole, leur unité ainsi que celle des différents pays du tiers monde ont amené l'impérialisme US à changer d'attitude. Il est aujourd'hui contraint au dialogue, le chantage au recours à la force ayant échoué.

Les pays capitalistes développés, dont la France qui a pris l'initiative de cette conférence, voulaient en limiter le sujet à la question de l'énergie et restreindre la participation du tiers monde aux pays exportateurs de pétrole. L'objectif était ainsi d'isoler ces derniers des autres pays du tiers monde. Ils voulaient casser la solidarité des pays du tiers monde, tous confrontés aux mêmes problèmes, de façon à pouvoir continuer à imposer leurs intérêts sur les matières premières autres que le pétrole et être en position de force vis-à-vis des pays exportateurs de pétrole. Cette attitude devait amener l'ajournement de la première réunion préparatoire à la conférence en avril 1975. Là encore, les pays capitalistes développés ont dû faire machine arrière puisque 19 pays du tiers monde participent maintenant à cette conférence, que l'ensemble des matières premières figurent à l'ordre du jour ainsi que les problèmes de développement des pays du tiers monde et les questions financières s'y rapportant.

Cette conférence sera sans nul doute marquée par la volonté des

pays du tiers monde de voir leurs produits rétribués à leur juste valeur et de mettre un terme à l'inégalité des échanges, provoquée par les hausses des produits manufacturés vendus par les pays capitalistes développés.

### URSS : MANIFESTATION A LÉNINGRAD

La police de Léninegrad a arrêté dimanche cinq personnes à l'occasion d'une manifestation non autorisée qui commémorait la révolte des « Décembristes ».

Une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées dimanche après-midi sur la « Place des Décembristes », bien que la police en ait interdit l'accès. Les manifestants ont alors observé une minute de silence, mais la police est intervenue et, après une bousculade, a arrêté deux des manifestants.

Dans la matinée, trois autres personnes avaient été arrêtées à leur domicile peu avant la manifestation.

Les « Décembristes », considérés comme les premiers héros révolutionnaires de l'histoire russe, avaient tenté d'obtenir en 1825 l'établissement d'un régime constitutionnel en Russie. Après l'échec de leur conspiration, leurs principaux responsables avaient été exécutés sur l'ordre du tsar Nicolas 1er.

## SUITE DE L'EDITORIAL

L'URSS est un pays de liberté, cela en présence d'un représentant des hitlériens de Moscou. Alors que de jeunes marxistes-léninistes dénonçaient l'occupation de la Tchécoslovaquie, ils ont voulu les faire taire en lâchant leur service d'ordre. Voilà qui en dit long.

La vérité c'est qu'ils sont les complices de ceux qui en URSS font régner l'ordre des camps de concentration et des asiles psychiatriques. Une complicité parfois gênante pour eux car elle les démasque. Voilà la réalité et le reste n'est qu'hypocrisie de leur part.